

RAPPORT 2005 D'AMNESTY INTERNATIONAL
Les dangers du nouvel ordre du jour mondial

Index AI : POL 10/006/2005

ÉFAI

Embargo : mercredi 25 mai 2005 (10 h 00 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Londres. Les gouvernements trahissent la promesse qu'ils ont faite de travailler à l'avènement d'un monde fondé sur les droits humains et mènent actuellement une nouvelle politique pleine de dangers, a déclaré aujourd'hui Amnesty International, à l'occasion de la sortie de son rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde.

S'exprimant lors de la présentation du *Rapport 2005* d'Amnesty International, la secrétaire générale de l'organisation, Irene Khan, a estimé que les gouvernements avaient failli à leur devoir, en n'asseyant pas leur action sur des principes moraux solides, et qu'ils devaient répondre de cette démission.

« *Les gouvernements trahissent leurs promesses en matière de droits humains, a affirmé Irene Khan. On est en train de mettre en place une nouvelle politique, qui utilise la rhétorique de la liberté et de la justice pour faire régner la peur et l'insécurité. Certains cherchent par exemple, avec un parfait cynisme, à imposer une nouvelle définition, édulcorée, de la torture.* »

Ce nouvel ordre du jour, qui s'impose sur fond d'indifférence et de paralysie de la communauté internationale, a fait en 2004 d'innombrables laissés-pour-compte, victimes des crises humanitaires et des conflits oubliés.

Dans le Darfour, le gouvernement soudanais a provoqué un désastre en matière de droits humains et la communauté internationale est intervenue trop timidement et trop tard, trahissant ainsi des centaines de milliers de personnes.

En Haïti, des personnes responsables de graves atteintes aux droits humains ont pu renouer avec le pouvoir. Dans l'est de la République démocratique du Congo, rien n'a vraiment été fait pour tenter de mettre un terme aux viols systématiques dont ont été victimes des dizaines de milliers de femmes et d'enfants, voire de nourrissons. Pendant ce temps, l'Afghanistan, malgré la tenue d'élections, s'est enfoncé dans l'anarchie et l'instabilité. L'Irak était en proie à une violence endémique.

Au niveau national, les manquements de certains gouvernements à leurs engagements en matière de droits humains ont coûté très cher à la population. Des soldats russes auraient ainsi torturé et violé des femmes tchéchènes en toute impunité, tandis qu'au Zimbabwe, les autorités jouaient des pénuries alimentaires à des fins politiques.

La trahison des droits humains commise par les gouvernements s'est accompagnée d'une montée en puissance du terrorisme, les groupes armés multipliant les actes les plus atroces, dans une véritable escalade de la barbarie.

« *La décapitation, retransmise à la télévision, de prisonniers en Irak, la prise en otages dans une école de Beslan de plus d'un millier de personnes, dont de certaines d'enfants, et le massacre à Madrid de centaines d'hommes et de femmes qui se rendaient à leur travail, sont autant d'événements qui ont choqué le monde entier, a poursuivi Irene Khan. Pourtant, les gouvernements refusent de s'interroger sur l'inefficacité de leur action contre le terrorisme, s'entêtant à appliquer des stratégies manifestement inopérantes, mais si commodes sur le plan politique. Quatre ans après les attentats du 11 septembre, la promesse d'un monde plus sûr sonne plus creux que jamais.* »

Les tentatives du gouvernement des États-Unis visant à assouplir l'interdiction totale de toute torture, par une nouvelle politique et un discours puisant dans le vocabulaire de la gestion d'entreprise, avec des expressions du type « *manipulation environnementale* », « *positions de stress* » ou « *manipulation sensorielle* », ont constitué une remise en question particulièrement préjudiciable des valeurs universelles.

Les autorités américaines ont beau avoir parlé à de multiples reprises de justice et de liberté, un énorme fossé sépare les discours de la réalité, comme le montre de façon flagrante l'absence d'enquête approfondie et indépendante sur les actes de torture et les mauvais traitements consternants dont ont été victimes des détenus de la prison d'Abou Ghraïb aux mains de soldats américains, aucun haut responsable n'ayant en outre eu à rendre véritablement des comptes dans cette affaire.

« *Les États-Unis, superpuissance politique, militaire et économique incontestée, donnent le ton en matière d'attitude des gouvernants dans le monde entier, a souligné la secrétaire générale d'Amnesty International. Lorsque le pays le plus puissant de la planète se permet des entorses à la légalité et aux droits humains, il donne le feu vert à d'autres pour l'imiter en toute impunité.* »

De nombreux gouvernements ont fait preuve d'un mépris effarant pour l'état de droit. Le Nigéria a accordé le statut de réfugié à l'ancien président du Libéria, Charles Taylor, alors que celui-ci était inculpé pour sa responsabilité présumée dans de nombreux meurtres, viols et actes de mutilation. L'édification par Israël d'un mur à l'intérieur de la Cisjordanie occupée s'est faite en dépit de l'avis de la Cour internationale de justice, qui estimait que cet ouvrage violait le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits humains. Dans un certain nombre de

pays, l'application d'une législation sécuritaire a donné lieu à des arrestations arbitraires et à des procès non équitables.

Irene Khan a toutefois relevé quelques signes d'espoir en 2004.

Le nouvel ordre du jour politique mondial a notamment été contesté par plusieurs arrêts de la Cour suprême des États-Unis concernant des prisonniers de Guantánamo, ainsi que par un jugement rendu au Royaume-Uni par les *Law Lords* (Lords juges) sur la détention illimitée, sans inculpation ni procès, des « *personnes soupçonnées de terrorisme* ». L'opinion publique a également réagi, notamment lorsque des millions de personnes sont spontanément descendues dans la rue, en Espagne, pour dénoncer les attentats, ou encore à la faveur des soulèvements populaires qui ont eu lieu en Géorgie et en Ukraine. Le débat de plus en plus soutenu sur l'évolution politique au Moyen-Orient est également encourageant.

« La duplicité des gouvernants et la brutalité des groupes armés sont de plus en plus souvent contestées, que ce soit par des décisions de justice, par des mouvements de résistance populaire, par la pression de l'opinion publique ou par des initiatives de réforme au sein des Nations unies, a conclu Irene Khan. Le défi qui se pose aujourd'hui au mouvement de défense des droits humains réside dans sa capacité à utiliser toute la force de la société civile, pour pousser les gouvernements à tenir leurs engagements en matière de libertés et de droits fondamentaux. »

Vous trouverez le texte intégral du Rapport 2005 d'Amnesty International (index AI : POL 10/001/2005) sur le site <http://www.efai.org>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>